

**CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 27 SEPTEMBRE 2025 A 9H30**

N° 25 09 24

Rapporteur : Dominique BELLENGER

**AFFAIRES GÉNÉRALES
PERSONNEL**

Désignation du référent signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes (AVDHAS)

. Principe – Instauration – Mise en place – Adoption

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR SAMEDI 27 SEPTEMBRE 2025
--

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept septembre à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le dix-neuf septembre deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Sylvie BUREL, 1^{ère} Adjointe au Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

PRÉSENTS : Mme Sylvie BUREL, M. Dominique BELLENGER, Mme Justine DUCHEMIN, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Ousmane NDIAYE, M. José GUTIERREZ, M. Yoann LEFRANC, M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL.

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Mme Christine MOREL à Mme Sylvie BUREL, M. Anthony DE VRIES à M. Ousmane NDIAYE, Mme ROMÉRO Yvette à Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Élise ROGER à Mme Sabrina LEFEBVRE, Mme Marjorie BELLENGER à M. Dominique BELLENGER, Mme Sylvie ROGER à M. Gilles DON SIMONI, Mme Julie LETHEUX à Mme Aurélie REBEILLEAU.

ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION : Mme Sylvie DUCOEURJOLY, M. Nicolas NOUAILHAS.

ABSENTS : Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy ÉVRARD, M. Samuel LEROY, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

Conseillers Municipaux :

Conseillers Municipaux en exercice	29
Présents	16
Procurations	7
Absents excusés	2
Absents	4
Votants	23

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20250927-2509-24b-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/10/2025
Publication : 06/10/2025

Mesdames, Messieurs,

La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique renforce le dialogue social et l'exemplarité des administrations en matière de déontologie et d'égalité professionnelle.

Cette loi, ainsi que le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique, imposent à toute collectivité territoriale la mise en place de ce dispositif de signalement, destiné aux agents témoins ou victimes.

Le dispositif comporte trois procédures :

- Le recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements,
- L'orientation de ces agents vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien,
- L'orientation des agents vers les autorités compétentes pour prendre les mesures de protection appropriées et traiter les faits signalés, notamment par la réalisation d'une enquête administrative.

La saisine, par les agents de ce Référent signalement, sera opérationnelle à compter du 1^{er} octobre 2025.

La Ville d'Harfleur va réaliser une communication interne pour informer les agents de l'existence de ce dispositif et des procédures de saisine.

En conséquence, et après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal,

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L 135-6,

VU le Code Pénal et notamment ses articles 222-22 à 222-22-2 (agressions sexuelles), 222-23 (viol), 222-32 (exhibition sexuelle), 222-23 (harcèlement sexuel), 222-33-2 (harcèlement moral), 225-1 et suivants (discrimination),

VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

VU le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique,

VU la circulaire n° SE1 2014-1 du 4 mars 2014 relative à la lutte contre le harcèlement dans la fonction publique,

VU la circulaire du 9 mars 2018 relative à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique,

VU l'avis du Comité Social Territorial du 4 septembre 2025,

VU l'avis du Bureau Municipal du 15 septembre 2025,

- décide de désigner un Référent signalement (et son suppléant) au sein de la collectivité.

- fixe la mise en application de ce dispositif et le début de mission du Référent signalement au 1^{er} octobre 2025.

*Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité
les conclusions de ce rapport.
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués
Pour extrait certifié conforme
Le Maire et par délégation
Sylvie BUREL
1^{ère} Adjointe au Maire,*



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.